

BE-A0542\_723933\_807339\_FRE

Inventaire des archives de la commune de  
Corbais (1827-1977). Depot 2021



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
368 - 372 Registres aux délibérations. 1897-1976.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
373 - 378 Registres aux délibérations. 1897-1976.....	21
C. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	22
D. Répertoire des actes.....	22
E. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Fusion.....	23
2. Territoire.....	23
3. Armoiries.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
C. Organisation des archives.....	23
D. Personnel des services.....	23
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	23

---

2. Dossiers du personnel administratif, technique et ouvrier.....	24
14 - 15 Dossiers relatifs à la désignation de secrétaires communaux intérimaires. 1967, 1976.....	24
3. Dossiers du personnel enseignant.....	24
4. Dossiers du personnel de police.....	25
5. Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	25
III. Patrimoine.....	26
28 - 30 Dossiers relatifs aux cessions de parcelles communales. 1939, 1946, 1968.....	26
28 - 29 Parties de la parcelle Section B, n° 525C. 2 mai 1939.....	26
IV. Finances et fiscalité.....	28
A. Comptabilité du secrétariat.....	28
1. Budgets et annexes.....	28
35 - 39 Budgets annuels. 1931, 1935-1936, 1938-1967, 1969-1975.....	28
2. Registres de comptabilité.....	28
40 - 41 Grands-livres des recettes et dépenses. 1943-1944.....	28
3. Emprunts.....	28
4. Subventions des autorités supérieures.....	28
B. Comptabilité du receveur.....	29
1. Registres de comptabilité.....	29
45 - 80 Grands-livres des recettes et dépenses. 1931-1941, 1945-1946, 1951-1976.....	29
384, 45 1931-1936.....	29
47 - 48 1938.....	29
49 - 50 1939.....	29
51 - 52 1940-1941.....	29
81 - 87 Livres-journaux de caisse. 1930-1949.....	31
2. Comptes et pièces justificatives.....	32
88 - 92 Comptes annuels. 1931, 1934, 1939-1976.....	32
93 - 135 Pièces justificatives aux comptes. 1930-1951, 1953, 1956-1976...32	
C. Impositions et taxes.....	35
136 - 143 Rôles des taxes. 1931-1934, 1952, 1954-1956, 1958, 1961, 1972- 1976.....	35
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	36
V. État civil.....	37
151 - 152 Registres de permis d'inhumation. 1946-1973.....	37
VI. Population.....	39
A. Registres et mouvements de la population.....	39
160 - 164 Registres de la population. 1920-1970.....	39
163 - 164 1961-1970.....	39
165 - 166 Index des registres de la population. 1931-1961.....	39
B. Recensements et autres états de la population.....	39
C. Cartes d'identité et passeports.....	39
169 - 170 Registres de délivrance de cartes d'identité. 1919-1976.....	39
D. Étrangers.....	40
VII. Élections.....	41
VIII. Affaires militaires et guerres.....	42
A. Service militaire.....	42
175 - 220 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1968, 1976.....	42
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	45
225 - 226 Registres des cartes de ravitaillement. 1963-1970.....	45
C. Guerres et conséquences.....	45

IX. Ordre et sécurité publics.....	47
X. Santé publique.....	48
240 - 253 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations pour l'établissement d'installations considérées comme dangereuses, insalubres ou incommodes. 1947-1948, 1952, 1954-1956, 1959, 1966- 1969, 1971-1976.....	48
240 - 245 Dépôts d'essence. 1947-1948, 1952, 1954, 1956, 1972.....	48
246 - 247 Dépôts de gaz. 1954, 1975.....	48
248 - 249 Ateliers de réparation d'automobile. 1955, 1966-1969.....	48
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	50
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	50
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	50
2. Bâtiments scolaires.....	50
3. Bâtiments du culte.....	50
4. Cimetières.....	50
B. Travaux et inspection de la voirie.....	50
1. Généralités.....	50
2. Voirie communale et vicinale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	50
264 - 266 Dossiers relatifs au projet d'assainissement des chemins n° 2, 5, 7, 8, 9, 10, 11 et 20. 1907-1914, 1928-1931, 1972-1975.....	51
270 - 271 Dossiers relatifs à l'amélioration du chemin n° 5 reliant Corbais à Nil-Saint-Vincent. 1955-1956, 1959-1960.....	51
273 - 277 Dossiers relatifs à la suppression et au déplacement de sentiers. 1959-1976.....	52
3. Voirie provinciale.....	52
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	53
D. Services d'utilité publique.....	53
1. Distribution d'eau.....	53
289 - 290 Dossiers relatifs à l'établissement d'une distribution d'eau et à la construction d'un château d'eau. 1949-1953.....	53
2. Distribution de gaz.....	53
3. Distribution d'électricité.....	54
4. Téléphone.....	54
5. Télédistribution.....	54
E. Aménagement du territoire.....	54
1. Permis.....	54
301 - 304 Dossiers relatifs aux demandes de petites transformations, constructions et d'alignements de voirie. 1930-1969.....	54
2. Expropriations.....	55
305 - 306 Correspondances relatives aux procédures d'expropriation. 1957, 1962.....	55
3. Primes à l'assainissement.....	55
XII. Enseignement.....	56
A. Organisation.....	56
B. Équipement.....	56
C. Finances.....	56
313 - 314 Budgets annuels. 1909-1911, 1914.....	56
D. Obligation scolaire.....	57
E. Avantages sociaux.....	57
XIII. Culture et divertissements.....	58
XIV. Économie.....	59
XV. Affaires sociales.....	60

---

A. Mesures en faveur des nécessiteux.....	60
B. Aide sociale à l'enfance et à la jeunesse.....	60
C. Aide aux personnes âgées.....	60
D. Aide aux personnes handicapées.....	60
E. Logements sociaux.....	60
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	61
A. Bureau de bienfaisance.....	61
B. Commission d'assistance publique.....	61
339 - 343 Budgets annuels. 1930-1937, 1948-1959, 1961-1967, 1972-1977..	61
344 - 348 Comptes annuels. 1930-1936, 1941-1942, 1954-1961, 1964-1966, 1971-1974.....	62
349 - 352 Pièces justificatives aux comptes. 1933, 1961, 1966, 1972.....	62
353 - 359 Grands-livres des recettes et dépenses. 1970-1976.....	62
XVII. Relations avec la paroisse Saint-Pierre.....	64
361 - 363 Budgets annuels. 1948, 1953-1964, 1975-1976.....	64
364 - 366 Comptes annuels. 1947, 1949, 1951-1963, 1974-1976.....	64



## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Corbais. Depot 2021

Période:

1827- 1977

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0542.862

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 392.00
- Etendue inventoriée: 7.20 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Louvain-la-Neuve

Producteurs d'archives:

Commune de Corbais, 1795-1977

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.



---

## Histoire du producteur et des archives

### PRODUCTEUR D'ARCHIVES

#### NOM

Commune de Corbais

#### HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Corbais dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Nil-Saint-Martin, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Corbais devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Perwez <sup>1</sup>.

La commune fait partie du département de la Dyle (1795-1814) puis de la province du Brabant méridional après la défaite de Napoléon, et ensuite, à partir du 7 février 1831, de la province de Brabant ; de l'arrondissement administratif de Nivelles, et de l'arrondissement judiciaire de Jodoigne puis de Nivelles. Corbais relève par ailleurs du canton de milice de Perwez à partir de 1817 et d'Ottignies à partir de 1870 <sup>2</sup>.

Corbais est une commune essentiellement rurale dont les nombreuses fermes, telles que celles de la Franche Taverne ou du Château, témoignent de son passé agricole. Autrefois, Elle possédait aussi un moulin à huile. L'agriculture et l'artisanat ont été, pendant longtemps, les principales activités. En 1970, environ 10% de la population est employé dans les secteurs secondaires et tertiaires <sup>3</sup>.

La population a évolué au fil du temps, s'élevant à 407 personnes en 1806, 529 en 1830, 570 en 1846, 615 en 1866, 663 en 1880, 650 en 1900, 637 en 1920, 544 en 1947 et 544 également en 1961 <sup>4</sup>. À la veille de la fusion des communes, en 1976, la population était de 652 habitants. Quant à la superficie du territoire, elle est de 608 hectares <sup>5</sup>.

Concernant le patrimoine, l'église Saint-Pierre, réédifiée en 1733, a connu plusieurs transformations au cours du XIXe siècle. Le maître-autel et les collatéraux datent de 1836 <sup>6</sup>.

---

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, vol. 2, p. 1116 et vol. 3, p. 1404.

2 Idem.

3 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 :Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 335.

4 VRIELINCK S., Idem.

5 DE SEYN E., Dictionnaire historique et géographique des communes belges, Turnhout, p. 263.

6 Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Brabant wallon, Bruxelles,

Le 1er janvier 1977, la commune de Corbais est fusionnée avec les communes de Mont-Saint-Guibert et Héவில்lers pour former l'actuelle commune de Mont-Saint-Guibert.

La fusion forme une entité de 3.814 habitants pour 3.793 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " À proximité immédiate du site universitaire de Louvain-la-Neuve, cette entité sera parfaitement viable, les trois communes en cause dont la population augmente régulièrement, présentant les mêmes affinités, une similitude de vie, d'habitat et de moyens économiques " <sup>7</sup>.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux <sup>8</sup>.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou

---

2008, p. 348.

7 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, *Moniteur belge*, 25 septembre 1975.

8 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

## ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Corbais et Mont-

Saint-Guibert constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Un premier état du fonds est connu grâce à un inventaire des titres, papiers et biens mobiliers remis à Adolphe Gérard, bourgmestre, par son prédécesseur Michel-Maximilien Minet en date du 15 février 1865<sup>9</sup>. Ce relevé d'archives détaille 284 dossiers dont notamment les documents de l'état civil, un registre aux délibérations du Collège échevinal commencé le 15 octobre 1846, cinq registres aux délibérations du Conseil communal depuis le 16 octobre 1827, six registres de la population depuis 1820 et deux index, un registre des entrées et sorties de la population, des procès-verbaux d'élections communales depuis 1836, des registres d'inscription relatifs à la garde civique et à la garde communale, des documents relatifs au cadastre, des dossiers relatifs aux travaux publics dont les autorisations de bâtir, de la correspondance générale depuis 1813, les pièces comptables communales depuis l'an X, un registre aux délibérations du Bureau de bienfaisance du 17 mars 1826 au 28 juin 1847, les pièces comptables du Bureau de bienfaisance de 1834 à 1865, les pièces comptables fabriciennes de 1854 à 1863, trois registres aux condamnations judiciaires depuis 1824, des dossiers de statistiques diverses depuis 1843, les publications administratives, trois précédents inventaires des archives dressés en l'an XII, 1809 et 1837, et, enfin, le mobilier dont un portrait d'André Minet, ex-bourgmestre.

Une lettre de l'Archiviste général du Royaume datée du 18 novembre 1958 dresse l'inventaire des registres paroissiaux déposés par la commune aux Archives de l'État.

Suite à la visite d'inspection de Gaston Beterams, archiviste de l'État, en 1966, le Collège échevinal marque son accord pour le dépôt d'une partie des archives n'ayant plus d'utilité administrative. Une liste sommaire mentionne, entre autres, des registres de la population de 1837 à 1920, des registres relatifs à la milice de 1807 à 1920, des procès-verbaux du Conseil communal de 1827 à 1891, des pièces comptables communales de l'an XII à 1930, des pièces de la Commission d'assistance publique de 1812 à 1930, des pièces de la fabrique d'église de 1808 à 1907, de la correspondance du XIXe siècle, des dossiers relatifs à la garde civique de 1831 à 1914, des dossiers relatifs aux élections de 1835 à 1916, des dossiers relatifs à l'enseignement de 1847 à 1920, l'atlas des cours d'eau de 1877 et des dossiers relatifs aux entrées et sorties de la population de 1875 à 1880<sup>10</sup>.

Après la fusion des communes, une inspection est réalisée le 21 juin 1989 par Mme Uyttebrouck-Graffart, archiviste de l'État. Il en ressort que les archives sont conservées à la maison communale dans les bureaux des services et dans deux greniers. Les registres aux délibérations sont entreposés dans le bureau du secrétaire communal dans une armoire en bois fermée à clef tandis que l'état civil et les registres de la population se trouvent dans le bureau du service population dans des armoires en bois et métalliques. Le premier grenier, équipé de rayonnages métalliques, contient notamment, les registres aux délibérations, la comptabilité et des dossiers de travaux. Le second grenier contient une partie des archives antérieures à la fusion des communes rangées

9 Consulter le n° 5 du présent inventaire.

10 ARCHIVES DE L'ÉTAT À LOUVAIN-LA-NEUVE, Dossiers centraux, dossier " Commune de Corbais ".

dans des boîtes à archives sur des rayonnages en bois. L'état de conservation est bon, mais le rapport souligne la dispersion des documents de même nature, ainsi que l'absence de certains documents antérieurs à la fusion des communes.

Suite à une visite de Flore Plisnier, attachée aux Archives de l'État à Louvain-la-Neuve, le 22 août 2018, un nouveau rapport d'inspection des archives est réalisé. Il mentionne que les archives sont conservées dans trois locaux situés dans le sous-sol de la maison communale et dans les bureaux des différents services. Les trois locaux du sous-sol sont munis d'étagères métalliques. L'état des locaux et des documents est bon et la plupart des archives sont placées dans des boîtes d'archives, des caisses de déménagement et, parfois, à même les rayonnages. Ces derniers documents sont destinés à l'élimination. Les documents antérieurs à la fusion sont placés dans des caisses de déménagement et dans des boîtes d'archives. Le contenu est indiqué sur les boîtes d'archives, mais pas sur les caisses de déménagement. Un total linéaire de 350 mètres et de 48 caisses de déménagement est comptabilisé par l'archiviste-inspecteur <sup>11</sup>.

En vue de valoriser ce patrimoine communal et de garantir la pérennité des archives, la commune a signé, en date du 29 mai 2019, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation de l'archiviste général du Royaume.

## ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Mont-Saint-Guibert aux Archives de l'État à Louvain-la-Neuve.

---

11 AÉLLN, Dossiers centraux, dossier " Commune de Mont-Saint-Guibert ".

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Corbais entre 1856 et 1977.

Un précédent dépôt d'archives explique la présence en quantité réduite des documents antérieurs à 1900. Il s'agit d'un répertoire des actes (voir le n° 1), d'un registre des titres papiers et biens mobiliers (n° 5), d'un dossier relatif aux lettres de candidature pour le poste d'institutrice (n° 17), d'un état des parcelles à expertiser (n° 144), d'un extrait du registre aux actes de naissance (n° 148), d'un dossier relatif à la construction d'une nouvelle école primaire (n° 256), d'un document relatif à l'organisation de cours (n° 308) et d'actes notariaux relatifs au Bureau de Bienfaisance (n° 334 et 335) ainsi qu'à la fabrique d'église (n° 360).

Procédons par grandes séries d'archives :

### FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

## PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

## ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

## POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements

relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

## ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

## AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

## TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités



provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

## ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

## BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

## CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses.

Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

## LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

## SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :  
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.  
MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

## ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et l'atlas des chemins vicinaux. Ce dernier document est du reste désormais consultable sur le Géoportail de la Wallonie<sup>12</sup>. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

## MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN) Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif<sup>13</sup>. Ainsi par exemple,

---

12 <http://geoportail.wallonie.be>.

13 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en

pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne <sup>14</sup>. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

---

général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

14 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).



---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

#### A. CONSEIL COMMUNAL

368	368 - 372 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1897-1976. 1er mars 1897 - 18 avril 1909.	1 volume
369	16 mai 1909 - 17 janvier 1947.	1 volume
370	18 mars 1947 - 12 décembre 1955.	1 volume
371	12 décembre 1955 - 7 février 1969.	1 volume
372	14 mars 1969 - 30 novembre 1976.	1 volume

#### B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

373	373 - 378 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1897-1976. 1er juin 1897 - 5 janvier 1936.	1 volume
374	25 janvier 1936 - 29 janvier 1956.	1 volume
375	18 février 1956 - 4 octobre 1965.	1 volume
376	17 novembre 1965 - 22 février 1972.	1 volume
377	14 mars 1972 - 19 octobre 1976.	1 volume
378	19 octobre 1976 - 21 décembre 1976.	1 volume

*C. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES  
PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")*

380 Registre aux publications. 1956-1976. 1 cahier

*D. RÉPERTOIRE DES ACTES*

1 Répertoires des actes. 1856, 1890, 1894. 1 chemise

*E. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*

381 Dossier relatif au contentieux opposant la commune à des particuliers au sujet de bornage. 1970. 1 chemise

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

#### 1. FUSION

- 2 Dossier relatif à la préparation de la fusion des communes. 1973-1976. 1 chemise

#### 2. TERRITOIRE

- 3 Procès-verbal de délimitation d'une partie de la limite séparative des communes de Corbais et Corroy-le-Grand. 1965. 1 chemise

#### 3. ARMOIRIES

- 4 Correspondance relative à la demande d'obtention d'armoiries communales. 1972. 1 chemise

### B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

- 382 Dossier relatif à la démission des conseillers communaux. 1948-1953. 1 chemise

### C. ORGANISATION DES ARCHIVES

- 5 Inventaire des titres, papiers et biens mobiliers remis à Adolphe Gérard, bourgmestre, par son prédécesseur Michel-Maximilien Minet. 15 février 1865. 1 cahier

### D. PERSONNEL DES SERVICES

#### 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 6 Dossier relatif aux traitements. 1945-1963. 1 chemise

- 7 Dossier relatif à l'affiliation du personnel à la Caisse de répartition des pensions communales. 1953-1976. 1 chemise

- 8 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'octroi d'un pécule de vacances aux membres du personnel.

- 
- 1955-1964. 1 chemise
- 9 Dossier relatif aux modifications du statut pécuniaire du personnel. 1969-1973. 1 liasse
- 10 Dossier relatif aux modifications du statut pécuniaire du personnel titulaire d'un grade légal. 1970-1973. 1 chemise
- 11 Dossier relatif aux assurances contre les accidents de travail souscrites à la Société mutuelle des administrations publiques (SMAP). 1972-1975. 1 chemise
2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE ET OUVRIER
- 12 Dossier individuel de Maurice Detienne, secrétaire communal. 1946-1971. 1 chemise
- 13 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'octroi d'indemnités à Georges Tombal, garde champêtre, pour les travaux de recensement agricole. 1953-1959. 1 chemise
- 14 - 15 DOSSIERS RELATIFS À LA DÉSIGNATION DE SECRÉTAIRES COMMUNAUX INTÉRIMAIRES. 1967, 1976.
- 14 Norbert Van Rymenam. 1967. 1 chemise
- 15 Francis Detraux. 21 septembre 1976. 1 pièce
- 16 Dossier relatif au traitement d'Henri François, fossoyeur. 1975. 1 chemise
3. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
- 17 Dossier relatif aux lettres de candidature pour un poste d'institutrice. 1898-1902. 1 chemise
- 18 Dossier relatif à la démission d'Edmond Bourguignon, instituteur. 1904.



- 
- 1 chemise
- 19 Dossier relatif à l'incapacité de travail et à la démission de Mme E. Hermans, institutrice. 1924.  
1 chemise
- 20 Dossier relatif aux traitements et aux pensions. 1927-1931.  
1 chemise
- 21 Correspondance relative à l'incapacité de travail de Mme Debecq-Nolet, institutrice. 1930.  
2 pièces
- 22 4. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE  
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination de René Miset en qualité d'agent de police auxiliaire. 19 avril 1941.  
1 pièce
- 23 Dossier individuel de Georges Tombal, garde champêtre. 1947-1975.  
1 chemise
- 24 5. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL  
Dossier relatif à la pension de survie accordée à Louise Gruselle, veuve de Maurice Detienne, secrétaire communal. 1971-1974.  
1 chemise

## III. PATRIMOINE

- 25 Dossier relatif à la vente de l'ancienne école primaire située section B, n° 459D et n° 459E. 1905-1906.  
1 chemise
- 26 Dossier relatif aux locations publiques de biens et du droit de chasse. 1909, 1918, 1920, 1923, 1935-1937, 1945, 1950, 1953.  
1 chemise
- 27 Plan figuratif d'une parcelle située section B, n° 526 cédée par la commune à J. Detienne. 2 mai 1927.  
1 pièce
- 28 - 30 DOSSIERS RELATIFS AUX CESSIONS DE PARCELLES COMMUNALES. 1939, 1946, 1968.*
- 28 28 - 29 PARTIES DE LA PARCELLE SECTION B, N° 525C. 2 MAI 1939. Albert Fabry.  
1 chemise
- 29 René Detienne.  
1 chemise
- 30 Section B, n° 500A à Albert Fabry. 20 octobre 1946.  
1 chemise
- 383 Section B, n° 249/2 à Hélène Dams. 1968.  
1 chemise
- 31 Acte relatif à la vente d'une parcelle de terre située à Corroy-le-Grand et cadastrée section G, n° 52A par Léon Moreaux à la commune de Corbais. 8 mars 1949.  
1 pièce
- 32 Dossier relatif aux actes de cession de terrains pour l'élargissement du chemin de grande communication n° 282. 1958-1959.  
1 chemise
- 33 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'acquisition d'un bien situé section B, n° 581H/2 par les époux Janssen. 16 juillet 1976.  
1 pièce
- 34 Dossier relatif à la cession de voiries du parc scientifique de Louvain-la-Neuve à la commune par l'Intercommunale du Brabant Wallon (IBW). 1976.

---

1 chemise

#### IV. FINANCES ET FISCALITÉ

##### A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

###### 1. BUDGETS ET ANNEXES

35 - 39 BUDGETS ANNUELS. 1931, 1935-1936, 1938-1967, 1969-1975.

- |  |  |           |
|--|--|-----------|
| 35   | 1931, 1935-1936, 1938-1939.  | 1 chemise |
| 36   | 1940-1949.   | 1 liasse  |
| 37   | 1950-1959.   | 1 liasse  |
| 38   | 1960-1967, 1969.   | 1 liasse  |
| 39   | 1970-1975.   | 1 liasse  |
| <br>   |  |           |
| 2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ                               |  |           |
| 40 - 41 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1943-1944. |  |           |
| 40   | 1943.  | 1 cahier  |
| 41   | 1944.  | 1 volume  |
| <br>   |  |           |
| 3. EMPRUNTS  |  |           |
| 42   | Dossier relatif aux demandes d'emprunt. 1891, 1906-1913, 1923.                                 | 1 chemise |
| 43   | Dossier relatif à la situation du compte au Crédit Communal. 1931, 1933, 1935.                 | 1 chemise |
| <br>   |  |           |
| 4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES                   |  |           |
| 44   | Dossier relatif à la superficie de la voirie pour le Fonds des communes. 1949-1955, 1969-1976. | 1 chemise |

*B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*

## 1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

*45 - 80 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1931-1941, 1945-1946, 1951-1976.*

384	384, 45 1931-1936. Recettes	1 volume
45	Dépenses.	1 volume
46	1937.	1 volume
47	47 - 48 1938 Recettes.	1 cahier
48	Dépenses.	1 volume
49	49 - 50 1939 Recettes.	1 volume
50	Dépenses.	1 volume
51	51 - 52 1940-1941. Recettes.	1 volume
52	Dépenses.	1 volume
53	1945.	1 chemise
54	1946.	1 chemise

55	1951.	1 chemise
56	1952.	1 chemise
57	1953.	1 chemise
58	1954.	1 chemise
59	1955.	1 chemise
60	1956.	1 cahier
61	1957.	1 chemise
62	1958.	1 chemise
63	1959.	1 chemise
64	1960.	1 chemise
65	1961.	1 chemise
66	1962.	1 chemise
67	1963.	1 chemise
68	1964.	1 chemise
69	1965.	1 chemise
70	1966.	1 chemise

---

71	1967.	1 cahier
72	1968.	1 cahier
73	1969.	1 cahier
74	1970.	1 chemise
75	1971.	1 cahier
76	1972.	1 chemise
77	1973.	1 chemise
78	1974.	1 chemise
79	1975.	1 chemise
80	1976.	1 chemise
81	<i>81 - 87 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1930-1949. 1930, 1932, 1934, 1936.</i>	1 volume
82	1931, 1933, 1935.	1 volume
83	1937-1941.	1 volume
84	1942-1946.	1 volume
85	1947.	1 chemise
86	1948.	

---

		1 chemise
87	1949.	1 chemise
	2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES	
88	88 - 92 COMPTES ANNUELS. 1931, 1934, 1939-1976. 1931, 1934, 1939.	2 cahiers
89	1940-1949.	1 liasse
90	1950-1959.	1 liasse
91	1960-1969.	1 liasse
92	1970-1976.	1 liasse
93	93 - 135 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1930-1951, 1953, 1956-1976. 1930.	1 chemise
94	1931.	1 chemise
95	1932.	1 chemise
96	1933.	1 chemise
97	1934.	1 chemise
98	1935.	1 chemise
99	1936.	1 chemise



---

100	1937.	1 chemise
101	1938.	1 chemise
102	1939.	1 chemise
103	1940.	1 chemise
104	1941.	1 chemise
105	1942.	1 chemise
106	1943.	1 chemise
107	1944.	1 chemise
108	1945.	1 liasse
109	1946.	1 liasse
110	1947.	1 liasse
111	1948.	1 liasse
112	1949.	1 liasse
113	1950.	1 liasse
114	1951.	1 chemise
115	1953.	1 chemise
116	1956.	

---

		1 liasse
117	1957.	1 chemise
118	1958.	1 chemise
119	1959.	1 chemise
120	1960.	1 chemise
121	1961.	1 chemise
367	1962.	1 liasse
122	1963.	1 chemise
123	1964.	1 chemise
124	1965.	1 chemise
125	1966.	1 chemise
126	1967.	1 chemise
127	1968.	1 liasse
128	1969.	1 chemise
129	1970.	1 chemise
130	1971.	1 chemise
131	1972.	1 chemise

---

132	1973.	1 chemise
133	1974.	1 chemise
134	1975.	1 chemise
135	1976.	1 liasse

### C. IMPOSITIONS ET TAXES

136	136 - 143 RÔLES DES TAXES. 1931-1934, 1952, 1954-1956, 1958, 1961, 1972-1976. Revenu cadastral des propriétés bâties et non bâties. 1931-1933.	1 chemise
137	Traitements, salaires et pensions. 1931-1932, 1934.	1 chemise
138	Entretien et amélioration de la voirie vicinale. 1931-1932, 1934, 1954-1956.	1 chemise
139	Chiens. 1932-1933, 1952, 1954-1956, 1958.	1 chemise
140	Véhicules ordinaires et sans moteur. 1954-1955, 1958, 1961.	1 chemise
141	Immondices. 1954-1956, 1958, 1961, 1973-1975.	1 chemise
142	Billards. 1961.	1 pièce
143	Pompes à essence. 1961.	1 pièce
385	Enseignes lumineuses. 1972-1975.	1 chemise
386	Personnel occupé et force motrice. 1973-1975.	1 chemise

387	Serveuses de bar. 1976.	1 pièce
144	<i>D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> État des parcelles à expertiser. [1874].	1 pièce
145	Révision générale parcellaire des revenus cadastraux des propriétés non bâties. 29 décembre 1934.	1 pièce
146	Tableau des parcelles expertisées. 15 juin 1938.	1 pièce
147	Tableau relatif aux revenus cadastraux des immeubles exonérés de la contribution foncière. 25 mai 1939.	1 pièce

- 
- V. ÉTAT CIVIL
- 148 Extrait du registre aux actes de naissance relatif à la naissance de Sidonie Dubois le 17 mars 1844. 4 septembre 1873. 1 pièce
- 149 Lettre de Mme Verbist relative à la demande de placement d'une pierre sur la sépulture de sa fille, Léonie Verbist. 5 juin 1901. 1 pièce
- 150 Registre des concessions. 1916-1974. 1 volume
- 151 *151 - 152 REGISTRES DE PERMIS D'INHUMATION. 1946-1973.*  
1946-1955. 1 cahier
- 152 1956-1973. 1 cahier
- 153 Relevé statistique des causes de décès de l'année 1951. 16 janvier 1952. 1 pièce
- 154 Dossier relatif aux permis d'inhumation dans une autre localité. 1952, 1957-1963, 1966-1968, 1972-1976. 1 chemise
- 155 Dossier relatif aux avis de décès non naturels. 1958, 1960, 1970. 1 chemise
- 156 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la redevance due lors de l'utilisation du caveau d'attente. 29 janvier 1960. 1 pièce
- 157 Règlementation relative aux placements de caveaux. [ca 1970]. 1 pièce
- 388 Dossier relatif aux dons d'organes. 1972-1975. 1 chemise
- 158 Dossier relatif aux demandes de concession. 1974. 1 chemise
- 159 Plan du cimetière communal. [1976]. 1 pièce



## VI. POPULATION

## A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 160 160 - 164 REGISTRES DE LA POPULATION. 1920-1970.  
1920-1930. 1 volume
- 161 1931-1947. 1 volume
- 162 1948-1960. 1 volume
- 163 163 - 164 1961-1970.  
Volume 1. 1 volume
- 164 Volume 2. 1 volume
- 165 165 - 166 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1931-1961.  
1931-1947. 1 volume
- 166 1948-1960. 1 volume
- 167 Relevé statistique des mouvements de la population et des  
migrations intérieures. 1952. 1 chemise
- 168 B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION  
Dossier relatif au numérotage des maisons. 1971. 1 chemise

## C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

- 169 169 - 170 REGISTRES DE DÉLIVRANCE DE CARTES D'IDENTITÉ.  
1919-1976.  
1919-1952. 1 volume

- 170 1952-1976. 1 volume
- 171 Cartes d'identités. 1952-1953, 1956. 1 chemise
- 172 Registres de délivrance de cartes d'identité aux enfants de moins de 12 ans. 1954-1976. 2 cahiers
- D. ÉTRANGERS*
- 173 Dossier relatif aux demandes de naturalisation. 1970-1971. 1 chemise



- 174 VII. ÉLECTIONS  
Dossier relatif aux jurés pour la Cour d'assises. 1956-1976.  
1 chemise

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

## A. SERVICE MILITAIRE

175 - 220 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1968,  
1976.

175	1924.	1 chemise
176	1925.	1 chemise
177	1926.	1 chemise
178	1927.	1 chemise
179	1928.	1 chemise
180	1929.	1 chemise
181	1930.	1 chemise
182	1931.	1 chemise
183	1932.	1 chemise
184	1933.	1 chemise
185	1934.	1 chemise
186	1935.	1 chemise
187	1936.	1 chemise
188	1937.	1 chemise

---

189	1938.	1 chemise
190	1939.	1 chemise
191	1940.	1 pièce
192	1941.	2 pièces
193	1942.	1 chemise
194	1943.	2 pièces
195	1944.	1 chemise
196	1945.	1 chemise
197	1946.	1 chemise
198	1947.	1 chemise
199	1948.	1 chemise
200	1949.	1 chemise
201	1950.	1 chemise
202	1951.	1 chemise
203	1952.	1 chemise
204	1953.	1 chemise

---

205	1954.	1 chemise
206	1955.	1 chemise
207	1956.	1 chemise
208	1957.	1 chemise
209	1958.	1 chemise
210	1959.	1 chemise
211	1960.	1 chemise
212	1961.	1 chemise
213	1962.	1 chemise
214	1963.	1 chemise
215	1964.	1 chemise
216	1965.	1 chemise
217	1966.	1 chemise
218	1967.	1 chemise
219	1968.	1 chemise
220	1976.	1 chemise
221	Dossiers relatifs aux demandes des devancements d'appel et de	

- 
- sursis. 1931-1935. 1 chemise
- 222 Registre des militaires en congé illimité. 1941-1955. 1 cahier
- 223 Dossier relatif aux miliciens exemptés. 1954. 1 chemise
- B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX*
- 224 Registre de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles appartenant aux habitants de la commune. 1935. 1 cahier
- 225 225 - 226 REGISTRES DES CARTES DE RAVITAILLEMENT. 1963-1970. 1963-1969. 1 cahier
- 226 1970. 1 volume
- 227 Dossier relatif aux réquisitions. 1937-1939, 1946. 1 chemise
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 235 Dossier relatif à la manœuvre organisée par la ligue de protection aérienne durant la nuit du 9 au 10 juin 1939. 1939. 1 chemise
- 228 Registre de recensement des véhicules automobiles. [1940]. 1 cahier
- 229 Dossier relatif aux dommages de guerre. 1940-1946. 1 chemise
- 230 Registre des militaires aviateurs anglais inhumés au cimetière de Corbais. 1942. 1 volume
- 231 Dossier relatif à l'entretien des sépultures militaires britanniques. 1948-1976. 1 chemise
- 232 Dossier relatif à la restauration de l'église et du presbytère suite

aux bombardements de 1944. 1950.

1 chemise

233

Dossier relatif au contrôle des appels à la générosité publique organisés en faveur ou sous le couvert des victimes de guerre. 1964, 1966.

1 chemise

234

Dossier relatif à la préparation de la journée de commémoration du 25e anniversaire de la libération des camps. 1970.

1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

- 236** Dossier relatif à la participation de la commune dans le groupe régional de défense contre l'incendie de Wavre. 1949.  
1 chemise
- 237** Dossier relatif aux permis de port d'armes de chasse. 1964-1976.  
1 chemise
- 238** Dossier relatif à l'organisation de courses cyclistes. 1970-1976.  
1 chemise

- 
- X. SANTÉ PUBLIQUE
- 239 Dossier relatif au traitement des immondices. 1930-1976.  
1 chemise
- 240 - 253 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT D'INSTALLATIONS CONSIDÉRÉES COMME DANGEREUSES, INSALUBRES OU INCOMMUNES. 1947-1948, 1952, 1954-1956, 1959, 1966- 1969, 1971-1976.*
- 240 - 245 DÉPÔTS D'ESSENCE. 1947-1948, 1952, 1954, 1956, 1972.
- 240 MM. Halluent et Villers, Chaussée de Namur à Bruxelles. 1947.  
1 chemise
- 241 Albert Villers, Chaussée de Namur à Bruxelles, 25. 1948.  
1 chemise
- 242 François Michiels, Chaussée de Namur à Bruxelles, 28bis. 1952.  
1 chemise
- 243 SA Caltex Petroleum, Grand'Route. 1954.  
1 chemise
- 244 Veuve Fabry, rue de l'Église. 1956.  
1 chemise
- 245 Christian Nollet, Grand'Route, 1. 1972.  
1 chemise
- 246 - 247 DÉPÔTS DE GAZ. 1954, 1975.  
246 Arthur Janssens, Grand'Route, 19. 1954.  
1 chemise
- 247 Marcel Druet, Grand'Route, 36. 1975.  
1 chemise
- 248 - 249 ATELIERS DE RÉPARATION D'AUTOMOBILE. 1955, 1966-1969.
- 248 Georges Halluent, Chaussée de Namur à Bruxelles, 7. 1955.  
1 chemise
- 249 SA Corbais-Motor, rue de la Tour, 103. 1966-1969.  
1 chemise



---

250	Compresseur d'air, par la SA Caltex Petroleum, Grand'Route. 1956.	1 chemise
251	Commerce d'armes et de munitions, par Charles Minsart, Rue Haute, 158. 1959.	1 chemise
252	Exploitation sablière, par Nestor Legrand. 1971.	1 chemise
253	Centrale à béton, par la SA Inter-Béton, Grand'Route, 36. 1972.	1 chemise
389	SA Abbott, dans le parc scientifique. 1976.	1 chemise
254	Dossier relatif aux campagnes de dératisation. 1964-1976.	1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET  
COMMUNAUX

- 255 Dossier relatif à la construction d'une maison communale. 1905-1907.  
1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

- 256 Dossier relatif à la construction d'une école mixte. 1860-1887.  
1 chemise

3. BÂTIMENTS DU CULTE

- 257 Dossier relatif à la restauration du clocher de l'église. 1963-1966.  
1 liasse

4. CIMETIÈRES

- 258 Dossier relatif à l'établissement d'un nouveau cimetière. 1911-1914.  
1 chemise

- 259 Dossier relatif aux travaux d'agrandissement du cimetière. 1970-1975.  
1 liasse

- 260 Dossier relatif à la construction de nouveaux caveaux. 1975.  
1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE

1. GÉNÉRALITÉS

- 261 Dossier relatif au service de protection hivernale. 1941.  
1 chemise

2. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES  
ÉGOUTS, ETC.)

- 262 Dossier relatif à la construction des chemins de grande communication n° 219 reliant Corbais à Mont-Saint-Guibert et n°

---

	282 reliant Corbais à Héவில்lers. 1889-1920.	1 chemise
263	Plan relatif au projet de suppression du chemin n° 12. 1902.	1 pièce
264	<i>264 - 266 DOSSIERS RELATIFS AU PROJET D'ASSAINISSEMENT DES CHEMINS N° 2, 5, 7, 8, 9, 10, 11 ET 20. 1907-1914, 1928-1931, 1972-1975.</i> 1907-1914.	1 liasse
265	1928-1931.	1 chemise
266	1972-1975.	1 liasse
267	Dossier relatif aux détournements de différents chemins. 1908-1910.	1 chemise
268	Dossier relatif aux travaux d'aménagement du chemin de grande communication n° 282 reliant Corbais à Héவில்lers. 1940-1961.	1 liasse
269	Dossier relatif à l'aménagement du chemin n° 12 dit rue du Petit Baty. 1952-1953.	1 chemise
270	<i>270 - 271 DOSSIERS RELATIFS À L'AMÉLIORATION DU CHEMIN N° 5 RELIANT CORBAIS À NIL-SAINT-VINCENT. 1955-1956, 1959-1960.</i> 1955-1956.	1 liasse
271	1959-1960.	1 liasse
272	Dossier relatif à l'amélioration du chemin de grande communication n° 219 reliant Corbais à Corroy-le-Grand. 1958-1962.	1 liasse

*273 - 277 DOSSIERS RELATIFS À LA SUPPRESSION ET AU DÉPLACEMENT DE SENTIERS. 1959-1976.*

273	N° 23. 1974.	1 chemise
274	N° 24. 1976.	1 chemise
275	N° 26. 1975.	1 chemise
276	N° 29. 1959.	1 chemise
277	N° 33. 1974.	1 chemise
278	Plan relatif au projet d'égouttage du chemin n° 12 dit rue du Petit Baty. [1963].	1 pièce
390	Dossier relatif aux travaux d'égouttage des chemins de grande communication n° 219 et 282. 1970-1971.	1 chemise
279	Dossier relatif à l'aménagement du chemin n° 11 dit rue Warichet. 1973-1976.	1 liasse
280	Dossier relatif aux demandes de raccordement à l'égout public. 1975-1976.	1 chemise
281	Dossier relatif à l'aménagement et aux emprises du chemin n° 2 dit rue de l'Église. 1976.	1 chemise
282	Plan relatif à l'amélioration du chemin n° 1. [2de moitié XXe siècle].	1 pièce
283	3. VOIRIE PROVINCIALE Dossier relatif à l'aménagement de la voie axiale n° 4. 1959-1961.	1 chemise
284	Dossier relatif au marquage et à la signalisation du carrefour situé sur la voie axiale n° 4. 1964.	

- 
- 1 chemise
- 285** Plan relatif à la suppression du chemin n° 14 dit Chemin de Mont-Saint-Guibert à Grez. 13 septembre 1974.  
1 pièce
- 286** *C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*  
Dossier relatif à l'enquête de commodo et incommodo au sujet du voûtement du Ry de Corbais. 1953.  
1 chemise
- 287** Dossier relatif à l'établissement de la carte des cours d'eau non-navigables et à son exposition à la maison communale. 1954-1956.  
1 chemise
- 288** Dossier relatif au curage et à l'entretien des cours d'eau. 1963.  
1 chemise
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'EAU
- 289 - 290 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE DISTRIBUTION D'EAU ET À LA CONSTRUCTION D'UN CHÂTEAU D'EAU. 1949-1953.*
- 289** Mise en place du réseau de canalisations. 1949-1953.  
1 liasse
- 290** Construction d'un château d'eau. 1949-1953.  
1 liasse
- 291** Dossier relatif à la participation à la Compagnie intercommunale de la distribution d'eau du haut plateau du Brabant Wallon. 1950-1976.  
1 liasse
- 292** Dossier relatif à l'extension du réseau. 1970-1976.  
1 chemise
2. DISTRIBUTION DE GAZ
- 293** Dossier relatif à la gestion du réseau de conduites de gaz par l'intercommunale ASVERGAZ. 1975-1976.  
1 chemise

- 
- 294 3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ  
Dossier relatif à l'affiliation de la commune à la Compagnie intercommunale d'électricité de Jodoigne et extensions (CIEJE) et à la gestion du réseau d'électricité par la Compagnie. 1928-1970.  
1 liasse
- 295 Rapports et pièces comptables relatifs à la Compagnie intercommunale d'électricité de Jodoigne et extensions (CIEJE). 1955-1967.  
1 chemise
- 296 Dossier relatif à la construction d'une cabine électrique située le long de la voie axiale n° 4. 1966.  
1 liasse
- 297 Correspondance relative au placement d'une ligne à haute tension par la Compagnie générale d'entreprises électriques et industrielles (GECOLI). 1973.  
2 pièces
- 298 Dossier relatif à la mise en place d'un transformateur électrique par la Société intercommunale mixte du Brabant InterJodoigne. 1975.  
1 chemise
- 299 4. TÉLÉPHONE  
Dossier relatif à l'extension du réseau par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1952-1967.  
1 chemise
- 300 5. TÉLÉDISTRIBUTION  
Dossier relatif à l'installation du réseau par la Compagnie intercommunale d'électricité de Jodoigne et extensions (CIEJE). 1975.  
1 chemise

#### *E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*

##### 1. PERMIS

- 301 - 304 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES DE PETITES TRANSFORMATIONS, CONSTRUCTIONS ET D'ALIGNEMENTS DE VOIRIE. 1930-1969.  
301 1930-1939.

---

		1 chemise
302	1940-1949.	1 chemise
303	1950-1959.	1 chemise
304	1960-1969.	1 chemise

## 2. EXPROPRIATIONS

### *305 - 306 CORRESPONDANCES RELATIVES AUX PROCÉDURES D'EXPROPRIATION. 1957, 1962.*

305	M. J., parcelle située Grand'Route de Namur en vue de l'aménagement du carrefour de la voie axiale n° 4 et du chemin de grande communication n° 282. 1957.	1 chemise
306	Mme. G.-V., parcelle n° 358B. 1962.	1 chemise

## 3. PRIMES À L'ASSAINISSEMENT

307	Dossier relatif à la prime accordée à J. K. pour son immeuble situé rue de la Rose n° 9. 1975.	1 chemise
-----	--	-----------

## XII. ENSEIGNEMENT

## A. ORGANISATION

- 308 Lettre relative à l'organisation d'un cours d'adultes pour hommes.  
30 janvier 1884. 1 pièce
- 309 Lettre relative au report de la rentrée scolaire pour cause de  
festivités organisées pour le centenaire de l'Indépendance. 22 août  
1930. 1 pièce
- 310 Circulaire relative à l'organisation des cours d'économie  
domestique et de travaux féminins. 16 mai 1932. 1 pièce
- 311 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à  
la suppression des cours de couture. 21 septembre 1976. 1 pièce

## B. ÉQUIPEMENT

- 312 Dossier relatif aux fournitures de mobilier et de matériel  
didactique. 1908. 1 chemise

## C. FINANCES

- 313 313 - 314 BUDGETS ANNUELS. 1909-1911, 1914.  
1909. 2 pièces
- 314 1910-1911, 1914. 1 chemise
- 315 Compte annuel. 1918. 1 cahier
- 316 Pièces justificatives aux comptes. 1918. 1 chemise
- 317 Dossier relatif aux frais de fournitures scolaires. 1925-1930.  
1 chemise



- 318**      *D. OBLIGATION SCOLAIRE*  
Liste des inscriptions de l'école communale pour garçons. 1913.  
1 cahier
- 319**      *E. AVANTAGES SOCIAUX*  
Arrêté du Conseil communal et décision du Bureau de bienfaisance  
relatifs à l'instruction scolaire gratuite. 5 décembre 1913, 11  
décembre 1913.  
2 pièces

## XIII. CULTURE ET DIVERTISSEMENTS

320

Dossier relatif aux passages du " Bibliobus ". 1965-1973.

1 chemise

- 
- 321** XIV. ÉCONOMIE  
Dossier relatif aux demandes d'autorisation de commerces ambulants. 1954-1975. 1 chemise
- 322** Dossier relatif aux attestations d'activités. 1962-1975. 1 chemise
- 323** Dossier relatif à l'ouverture de débits de boissons. 1965-1974. 1 chemise
- 324** Dossier relatif aux remises de distinctions honorifiques. 1970-1975. 1 chemise
- 325** Dossier relatif à la distinction honorifique remise à Jean Casse, ouvrier agricole. 1974. 1 chemise

## XV. AFFAIRES SOCIALES

*A. MESURES EN FAVEUR DES NÉCESSITEUX*

326 Correspondance relative à la prise en charge financière des indigents. 1932, 1933. 2 pièces

327 Tableaux statistiques relatifs aux indigents. 1970-1975. 1 chemise

*B. AIDE SOCIALE À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE*

328 Dossier relatif au Comité de protection de la jeunesse. 1967-1968. 1 chemise

329 Correspondance relative à la demande d'émancipation de C. P. 1971. 2 pièces

330 Dossier relatif aux familles d'accueil. 1973. 1 chemise

*C. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES*

331 Formulaire relatif à la pension de vieillesse octroyée à Ghislain Gérard. [ca 1910]. 1 pièce

*D. AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES*

332 Dossier relatif à la demande de pension d'A. M. 1975. 1 chemise

*E. LOGEMENTS SOCIAUX*

333 Dossier relatif aux demandes de logement social. 1967, 1968. 1 chemise

---

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA  
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

*A. BUREAU DE BIENFAISANCE*

- 379 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination de Jean-Joseph Bousman comme membre. 22 novembre 1827. 1 pièce
- 334 " Titre nouvel " relatifs à des biens dus aux pauvres. 25 avril 1893. 1 chemise
- 335 Acte de cautionnement de Victor Casse pour le poste de receveur. 15 juin 1895. 1 pièce
- 336 Acte passé devant notaire relatif à la location publique de 16 parcelles de terres. 9 septembre 1912. 1 pièce
- 337 Budget annuel. 1920. 1 pièce
- 338 Pièces justificatives aux comptes. 1924. 1 chemise

*B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE*

- 339 - 343 BUDGETS ANNUELS. 1930-1937, 1948-1959, 1961-1967, 1972-1977.
- 339 1930-1937. 1 chemise
- 340 1948-1949. 2 cahiers
- 341 1950-1959. 1 chemise
- 342 1961-1967. 1 chemise
- 343 1972-1977. 1 chemise

---

344	344 - 348 COMPTES ANNUELS. 1930-1936, 1941-1942, 1954-1961, 1964-1966, 1971-1974. 1930-1936.	1 chemise
345	1941-1942.	2 cahiers
346	1954-1959.	1 chemise
347	1960-1961, 1964-1966.	1 chemise
348	1971-1974.	1 chemise
349	349 - 352 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1933, 1961, 1966, 1972. 1933.	1 chemise
350	1961.	1 chemise
351	1966.	1 chemise
352	1972.	1 chemise
353	353 - 359 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1970-1976. 1970.	1 chemise
354	1971.	1 chemise
355	1972.	1 chemise
356	1973.	1 chemise

---

357	1974.	1 chemise
358	1975.	1 chemise
359	1976.	1 chemise

---

360	XVII.RELATIONS AVEC LA PAROISSE SAINT-PIERRE " Titre nouvel " relatif à une rente de seigle due par Éléonore Béro. 12 février 1892.	1 pièce
361	361 - 363 BUDGETS ANNUELS. 1948, 1953-1964, 1975-1976. 1948.	1 cahier
362	1953-1959.	1 chemise
363	1960-1964.	1 chemise
391	1975-1976.	2 cahiers
364	364 - 366 COMPTES ANNUELS. 1947, 1949, 1951-1963, 1974-1976. 1947, 1949.	2 cahiers
365	1951-1959.	1 chemise
366	1960-1963.	1 chemise
392	1974-1976.	1 chemise